

# Déclaration de Grand-Bassam

*Du 16 au 18 novembre 2022*

**Considérant** la position stratégique du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (ASPH) dans le développement économique, social et culturel de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;

**Considérant** que les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et leurs institutions d'intégration économique sont actuellement engagés dans des réformes politiques visant à relever les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, voir la souveraineté alimentaire et l'atteinte des Objectifs de Développement Durables, dont l'éradication de l'extrême pauvreté.

**Considérant** que les Organisations Paysannes et de Producteurs Ruraux sont des acteurs économiques et sociaux clés du dialogue politique sur la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques, stratégies et programmes de développement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;

**Considérant** que le forum paysan constitue un cadre de dialogue et d'échanges tripartite entre les gouvernements, le FIDA et les OP sur les thématiques stratégiques du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;

**Considérant** le processus de Décentralisation conjoint du FIDA et du Forum Paysan comme opportunité de concrétiser une collaboration plus efficace pour les acteurs de terrain ;

**Tenant compte** du contexte actuel marqué par les changements climatiques, les conflits armés, les tensions politiques, les impacts de la crise sanitaire de la COVID-19, les tensions commerciales internationales liées à la crise russo-

ukrainienne, les crises financières et sociales accentuant la vulnérabilité des exploitations familiales du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ;

**Nous**, représentants des réseaux d'organisations de producteurs agricoles, d'éleveurs, de pastoralistes, des pêcheurs et de transformateurs de produits agricoles, réunis dans le cadre de la deuxième édition du forum paysan régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avons adopté la présente déclaration afin d'exprimer notre vision et nos attentes vis à vis des gouvernements, des institutions d'intégration économique régionale (CEDEAO, CEEAC) et du FIDA, pour une transformation durable et inclusive du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

**Nous remercions** le gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire d'avoir facilité le bon déroulement de la présente édition du forum paysan régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;

**Nous saluons** l'engagement du FIDA qui ne ménage aucun effort pour soutenir davantage le forum paysan, qui constitue un cadre de concertation et d'échange constructifs par excellence entre le FIDA, les Etats et les organisations paysannes.

**Nous recommandons :**

**A l'endroit des gouvernements et des institutions d'intégration économique régionale**

- Soutenir le rôle clé du FIDA en mettant en place les conditions et les mesures nécessaires pour renforcer son action, notamment en l'accompagnant dans la reconstitution du fonds ;
- Mettre en place des politiques et des programmes publics co-construits avec les organisations paysannes, pastorales et de pêcheurs pour renforcer la

résilience des exploitations familiales aux multiples crises et assurer des revenus durables pour les femmes et des jeunes ;

- Assurer la durabilité des projets en mettant un accent particulier sur le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des OP ;
- Élaborer en concertation des OP bénéficiaires et les projets FIDA des manuels de gestion et d'exploitation des infrastructures économiques en incluant la responsabilité de chaque partie
- Soutenir les initiatives des organisations paysannes nationales et régionales dans le cadre de la décennie de l'agriculture familiale.

### **A l'endroit du FIDA**

- Soutenir et renforcer la co-construction entre les OP, le FIDA et les Gouvernements pour qu'à travers le dialogue politique et le partenariat à long terme, la participation effective et efficace des OP au processus des COSOP, à la formulation, mise en œuvre et au suivi des projets/programmes aboutissent à des impacts économiques, sociaux, et politiques durables et inclusif des différentes couches sociales des pays ;
- Intégrer dans ses priorités d'intervention, la pêche artisanale, l'élevage et le pastoralisme au regard de leurs contributions à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois et de revenus et à la cohésion sociale ;
- Soutenir les programmes des OP portant sur le renforcement des systèmes agro-écologiques et la transformation agroalimentaire promue par les femmes et les jeunes ruraux ;
- Encourager la mise en place des conventions de collaboration directe entre le FIDA et les OP dans les pays autour de la veille citoyenne ;

- Renforcer les fonds spécifiques dédiés au financement direct des OP, notamment en poursuivant une mobilisation conjointe OP-FIDA de ressources additionnelles auprès des bailleurs de fonds
- Accompagner les dispositifs d'observatoires développés par les OP pour alimenter leurs processus de dialogue politique national et régional, et mieux orienter les services rendus aux exploitations familiales ;
- Renforcer le niveau d'implication des OP dans la formulation et la mise en œuvre des projets financés par les fonds verts climat : une rencontre entre les équipes techniques climat/OP du FIDA et les réseaux régionaux d'OP sera organisée dès janvier 2023
- Promouvoir un engagement fort pour le financement de la mise en œuvre des plans d'action nationaux de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale en s'appuyant notamment sur les outils et ressources des programmes pays FIDA
- Intégrer dans les futurs accords entre le FIDA et nos Gouvernements, que la propriété et la gestion des infrastructures économiques à usage privé seront attribués aux OP locales bénéficiaires et que cela soit formalisé dans des actes de propriété ;
- Accorder une attention spécifique aux pays où la collaboration OP-FIDA est encore peu développée en facilitant un dialogue entre Gouvernements et OP
- Valoriser les résultats du forum paysan régional et de mise en œuvre des projets de Grand Bassam pour renforcer l'échange des connaissances sur les innovations de collaboration avec les OP ;

**Nous prenons les résolutions suivantes à travers nos réseaux d'organisations pour :**

- Assurer le renforcement institutionnel et organisationnel en matière de gouvernance, de redevabilité et de transparence, de structuration, d'inclusion sociale des OP de tous les niveaux territoriaux, vis-à-vis de leurs membres et de leurs communautés
- Coordonner davantage l'action des réseaux régionaux d'OP pour mutualiser et diffuser les acquis, pour contribuer à la réalisation des stratégies de durabilité des impacts des investissements publics et pour influencer positivement les politiques publiques nationales et régionales de développement agro-sylvo-pastoral et halieutique
- Renforcer l'accompagnement et l'implication des femmes et des jeunes dans les instances de gouvernance de nos organisations pour une transition générationnelle réussie au sein des instances de prise de décision des OP ;
- Conduire un dialogue politique OP, Gouvernement et FIDA pour formaliser la propriété et la gestion des infrastructures économiques privées aux OP qui les exploitent, et s'engager à bien les gérer, les exploiter, les rentabiliser et les entretenir pour leur gestion durable
- Mettre en place conjointement avec le FIDA dans la région un mécanisme de suivi régulier, national et régional, des plans d'actions du Forum Paysan de Grand Bassam ;
- Respecter nos engagements pour la mise en œuvre des recommandations et conclusions issues des travaux du présent forum notamment ;

**Grand Bassam, le 18/11/2022**

**La 2<sup>ème</sup> Edition du Forum Paysan Régional**

**Afrique de l'Ouest et du Centre**